

Brésil

La transition énergétique au risque des opportunités économiques

Juliana CARVALHO MIRANDA TEIXEIRA

Face à l'imposition de 50 % de droits de douane sur ses exportations vers les États-Unis en 2025, le Brésil est contraint de réorganiser ses échanges commerciaux. Cet article analyse les impacts économiques du retour à une spécialisation fondée sur les exportations de matières premières et produits agricoles et le dilemme des syndicats, pris en étau entre défense des emplois et transition verte. Il interroge la capacité du pays à transformer cette crise en opportunité pour une transition écologique inclusive, au-delà du simple extractivisme.

Faced with 50% tariffs on its exports to the US in 2025, Brazil is forced to reorganise its trade relations. This article analyses the economic effects of a return to specialising in the export of raw materials and agricultural products and the dilemma faced by trade unions, caught between protecting jobs and the green transition. It examines the country's ability to convert this crisis into an opportunity to lead an inclusive green transition, moving beyond mere extractivism.

Juliana Carvalho Miranda Teixeira est professeure du département Service social et de l'école doctorale en politiques publiques de l'Université Fédérale du Maranhão (UFMA), Brésil.

En juillet 2025, le gouvernement américain, sous la présidence de Donald Trump, a imposé unilatéralement une taxe douanière de 50 % sur une large gamme de produits brésiliens exportés vers les États-Unis, soit une augmentation de 40 points de pourcentage par rapport aux 10 % appliqués à tous les pays depuis avril 2025. Les produits affectés comprennent principalement des biens clés du secteur de l'agroalimentaire brésilien : la viande, le café, les fruits et le sucre.

L'instauration de ces droits de douane se veut officiellement la réponse de l'administration Trump à ce qu'elle considère comme des actes de censure et de persécution contre des entreprises américaines au Brésil, notamment en lien avec la gestion des plateformes numériques américaines dans ce pays¹. En réalité, elle est une réponse à la condamnation par la Cour suprême brésilienne de l'ancien Président brésilien, Jair Bolsonaro, un des alliés proches de Donald Trump, à 27 ans de prison pour tentative de coup d'État et d'autres attentats contre la démocratie après sa défaite électorale de 2022. Donald Trump a durement critiqué la décision de la Cour suprême et a personnellement mis en cause le juge Alexandre de Moraes pour ce qu'il considère comme une persécution politique². Ces mesures punitives apparaissent comme une forme de chantage politique visant à exercer une pression sur le Président Lula ou sur le

Congrès brésilien, afin qu'ils pèsent sur le cours de la justice brésilienne, menaçant ainsi la séparation des pouvoirs et la souveraineté nationale du Brésil. Cette action autoritaire cible la politique intérieure brésilienne, reflétant une convergence idéologique entre l'extrême droite brésilienne et l'administration Trump, motivée principalement par des intérêts économiques et financiers.

Face à cette situation, le gouvernement brésilien a mis en œuvre des mesures destinées à protéger les exportateurs et les travailleurs affectés, tels le plan « Brasil Soberano »³ et la loi de réciprocité économique en juillet 2025. En vue d'atténuer l'impact de la lourde contrainte que représente la hausse tarifaire américaine, le gouvernement a réagi en accélérant la diversification des marchés et en stimulant la compétitivité d'autres secteurs. Si ces barrières freinent effectivement la croissance des exportations vers les États-Unis et pèsent sur l'emploi dans certains secteurs, cette réaction gouvernementale a permis de renforcer les flux commerciaux avec l'Asie⁴ et l'Europe, transformant une menace en catalyseur d'une réorientation stratégique des échanges.

Cet article analyse trois dimensions clés et interdépendantes, révélatrices des paradoxes de l'orientation du modèle économique brésilien sous le troisième gouvernement Lula : 1) les impacts économiques de

1. L. Pordeus León, « Tariff hikes on brazilian exports come into effect », *Agência Brasil*, 6 de agosto de 2025, <https://bit.ly/47vR9Om>.

2. « Addressing Threats to The United States by the Government of Brazil », *Executive Order*, The White House, July 30, 2025, <https://bit.ly/4hDeCSu>.

3. « Brazilian Government launches Brasil Soberano Plan to protect exporters and workers from US tariff increase », *Presidência da República*, August 13, 2025, <https://bit.ly/4oH7jLD>.

4. Le plus grand partenaire commercial du Brésil en 2025 est la Chine, qui représente environ 27,7 % des exportations brésiliennes et maintient un flux commercial bilatéral record, supérieur à 38,8 milliards de dollars au 1^{er} trimestre 2025 : « Balança comercial preliminar parcial do mês - 3ª semana de outubro/2025 », *Ministério da Economia*, 21 de outubro de 2025, <https://bit.ly/47tqu4M>.

la guerre commerciale, notamment la croissance hétérogène de l'agroindustrie et le déclin de l'activité industrielle ; 2) les risques écologiques associés, dont la pression sur 13 millions d'hectares de biomes (Rutherford, 1997) – *i.e.* ensembles d'écosystèmes qui s'étendent sur de grandes zones naturelles⁵ ; et 3) le dilemme, pour les syndicats, de la transition juste, eu égard au potentiel que représentent les énergies renouvelables (éolien, hydrogène vert) comme alternative structurante pour l'économie du pays. Ce texte interroge la capacité du Brésil à se saisir de la situation actuelle comme un levier pour une transition écologique inclusive.

Opportunités économiques et vulnérabilités stratégiques dans le conflit commercial

Le rapport de l'Organisation mondiale du commerce (OMC – WTO, 2024) souligne la restructuration majeure des échanges mondiaux qui s'est opérée sous l'effet des barrières tarifaires sino-américaines. Avec des droits de douane atteignant 30 % sur les exportations chinoises vers les États-Unis et 50 % sur les exportations brésiliennes, les chaînes d'approvisionnement subissent un « effet de déviation commerciale » (*trade diversion*). Le Brésil, bien que non directement impliqué dans le conflit, en est devenu un bénéficiaire inattendu : ses exportations de soja vers l'Asie ont bondi de 64,5 %⁶, compensant ainsi le déficit provoqué par

les sanctions américaines. Cette situation consolide le rôle du pays comme pivot géoéconomique, dans un contexte où les matières premières supplantent désormais les biens manufacturés dans le rééquilibrage des échanges entre l'Orient et l'Occident.

Le retour du Brésil à une spécialisation fondée sur l'exportation de matières premières

Au niveau de l'Union économique eurasiatique (UEE)⁷, les échanges commerciaux entre le Brésil et la Russie, notamment de produits agroalimentaires, ont plus que triplé depuis 2003. En 2024, le Brésil a exporté plus de 1,4 milliard de dollars (1,2 milliard d'euros) de produits agricoles, tels que du tabac, du cuir et des plantes vivantes vers l'UEE⁸. Les importations brésiliennes en provenance de Russie sont très concentrées, les deux principaux groupes de produits – carburants et engrais – représentant près de 90 % des importations brésiliennes⁹.

Mais la reconfiguration des flux commerciaux risque d'accentuer encore un peu plus la spécialisation primaire du Brésil. Selon l'OMC, 73 % des gains commerciaux brésiliens proviennent désormais de trois produits : le soja (38 %), le minerai de fer (25 %) et la viande bovine (10 %). Du point de vue géographique, cette spécialisation renforce l'hégémonie du corridor Centre-Ouest/Nord : ainsi, les exportations via les ports d'Itaqui (État du Maranhão) et

5. 89 % des exportations agricoles liées aux zones de déforestation : « INPE apresenta dados do sistema de alerta DETER sobre desmatamento nos biomas », Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais, 8 de agosto de 2025, <https://bit.ly/47ikBsf>.

6. « Exportações brasileiras batem recorde em outubro, apesar do tarifaço », Agência Brasil, 06 de novembro de 2025, <http://bit.ly/3Jr5t2Q>.

7. Composée par la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizistan.

8. « Abertura de mercado na União Econômica Euroasiática para exportação de fármacos de origem animal », Nota Conjunta MRE e MAPA, Ministério das Relações exteriores, 18 de junho de 2025, <https://bit.ly/47ikBsf>.

9. « ApexBrasil divulga Perfil de Comércio e Investimentos Rússia em semana de Cúpula do BRICS », ApexBrasil, 21 de outubro de 2024, <https://bit.ly/43tmHDx>.

de Santarém (État du Pará) vers la Chine ont progressé de 31 % en 2023¹⁰. Paradoxalement, cette croissance s'accompagne d'une vulnérabilité accrue : la part de la Chine dans les exportations brésiliennes atteint 28 % (BCB, 2025:48), créant une dépendance stratégique tout en marginalisant les industries de transformation de la région Sud-Est du pays (São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais). Le Brésil devient un fournisseur d'appoint dans la guerre des ressources et perd l'appui des États-Unis – avec des pertes d'exportation estimées à 7,8 milliards de dollars (environ 6,7 milliards d'euros) pour l'industrie¹¹.

La situation actuelle entre les États-Unis et le Brésil met en lumière une relation d'interdépendance économique et géopolitique particulièrement complexe. D'une part, les droits de douane imposés par les États-Unis affectent lourdement certains secteurs traditionnels de l'économie brésilienne, notamment l'industrie agroalimentaire et l'industrie manufacturière. D'autre part, cette situation exacerbe les divisions internes au Brésil. Si les secteurs ainsi imposés (industrie manufacturière et acier) poussent à la fermeté, le puissant secteur de l'agroalimentaire voit un immense intérêt à ne pas fermer la porte au dialogue, les États-Unis restant un marché et un partenaire technologique clé.

Les données les plus récentes de l'IBGE sur le PIB (3,2 trillions de reais, soit 0,5 trillion

d'euros au 2^e trimestre 2025) démontrent que le secteur des services est le principal moteur de la croissance. Certains secteurs de l'industrie, pourtant globalement confrontée à des défis, affichent une croissance positive, comme l'industrie de transformation et la construction. L'agroalimentaire maintient son rôle vital en tant que pilier des exportations nationales¹². Mais la croissance du PIB en 2025 dépendra de la performance de ces secteurs, et devra composer avec un contexte international plus volatil, notamment les possibles répercussions sur les exportations brésiliennes des hausses tarifaires annoncées par l'administration Trump.

Une recomposition du commerce extérieur brésilien

D'après une étude du Secrétariat au Commerce extérieur, les droits de douane de 50 % n'affectent que 35,9 % des exportations brésiliennes vers les États-Unis (14,5 milliards de dollars, soit 12,5 milliards d'euros) en 2024. En revanche, 44,6 % d'entre elles (18 milliards de dollars) sont exclues de cette mesure¹³ tandis que 19,5 % (7,9 milliards de dollars) restent soumises à des droits de douane spécifiques pour tous les pays, notamment pour des raisons de sécurité nationale. Les exportations en transit ou expédiées peu après le décret du 30 juillet ne sont pas concernées par l'augmentation des tarifs douaniers¹⁴.

10. « Portos do arco norte representam 31,6% das exportações de milho e soja, em março », Ministério da Agricultura e Pecuária, 9 de abril de 2024, <https://bit.ly/48Pz1PY>.

11. S. Cavichiolo, « Mesmo com aumento de isenções, 73,8% das exportações brasileiras seguem impactadas por tarifaço », agência de notícias da Indústria, 26 de setembro de 2025, <https://bit.ly/47xMFqx>.

12. « Tabela 1846 - valores e preços correntes », IBGE, 2025, <https://bit.ly/3KEIP7F>.

13. Le décret signé par la Maison-Blanche comprend en effet une liste d'environ 700 produits exclus de la mesure, notamment les avions, la cellulose, le jus d'orange, le pétrole et le minerai de fer : « Nota do MDIC sobre a Ordem Executiva dos EUA direcionada às exportações Brasileiras », 31 de julho 2025, <https://bit.ly/4oaWYYA>.

14. « Balança comercial preliminar parcial do mês - 3ª semana de outubro/2025 », précité.

Jusqu'à la troisième semaine d'octobre 2025, les performances sectorielles se sont distinguées comme suit : l'agriculture a enregistré une croissance de 12,7 % de ses exportations, qui ont atteint 3,74 milliards de dollars ; les exportations du secteur extractif ont augmenté de 23,4 %, pour atteindre 4,61 milliards de dollars, tandis que celles de l'industrie manufacturière ont diminué de 2,5 %, s'établissant à 9,89 milliards de dollars. Les exportations totales ont donc augmenté¹⁵.

L'augmentation des exportations résulte essentiellement de la progression des ventes de légumes frais ou réfrigérés (+59,8 %), de soja (+30,3 %) et de café non torréfié (+9,4 %) dans l'agriculture ; dans l'industrie extractive, ce sont les exportations de minerai de cuivre (+218,6 %), de minerai de fer (+19,9 %) et de pétrole brut (+16,5 %) qui contribuent le plus à la hausse des exportations, de même que les machines spécialisées (+187,6 %), l'or non monétaire – industriel (53,6 %) ou la viande de bœuf (+48,9 %) dans l'industrie manufacturière¹⁶.

Malgré la hausse globale des exportations, certaines ventes ont reculé : dans l'agriculture (animaux vivants hors poissons et crustacés, riz brut, coton brut), l'extraction (pierres, sable, gravier, minerais de nickel ou de métaux précieux), et l'industrie manufacturière (tourteaux de soja, viandes et farines animales, produits pétroliers raffinés, aéronefs et équipements).

Les mesures tarifaires ont engendré une réduction significative des volumes d'exportation : 4,5 % de janvier à octobre, soit 1,5 milliard de dollars. Au cours du mois d'octobre 2025, les exportations ont atteint 31,98 milliards de dollars contre 29,46 milliards de dollars en octobre 2024, soit une augmentation de 9,1 % en un an¹⁷. Sur la même période, les importations ont baissé de 0,8 %, passant de 25,11 à 25,01 milliards de dollars¹⁸.

L'Union européenne (UE), avec une baisse de 44 %, et l'Amérique du Sud, avec une baisse de 31 %, ont également perdu du terrain face à la Chine dans les exportations brésiliennes au cours des dernières années. Le 6 décembre 2024, la conclusion des négociations sur l'accord entre le Mercosur et l'UE a été annoncée. Cette dernière offre de nombreuses opportunités à l'industrie agroalimentaire brésilienne, autorisant notamment des hausses des volumes exportés pour la viande (bœuf, porc et volaille), le sucre, l'éthanol, le riz, le maïs, le jus d'orange, le miel, etc. Il prévoit aussi des baisses de droits de douane pour plusieurs produits, notamment pour les pièces détachées, le bois, les fruits, le cuir, les moteurs électriques, etc.¹⁹.

Malgré la baisse de leurs parts de marché, ces deux blocs régionaux restent devant les États-Unis en 2024 (tableau 1).

Les échanges commerciaux entre le Brésil et l'UE révèlent une dynamique économique déséquilibrée. Selon l'agence

15. *Ibid.*

16. *Ibid.*

17. « Publicação Mensal Balança Comercial Brasileira », outubro de 2024, Ministério do Desenvolvimento, Indústria, Comércio e Serviços, <https://bit.ly/485zqyG>.

18. *Ibid.*

19. « Acesse o novo Perfil de Comércio e Investimento: União Europeia », ApexBrasil 24 de março de 2025, <https://bit.ly/3L9R2Rf>.

Tableau 1 - Les principaux partenaires commerciaux du Brésil en 2024

En %

	Part des exportations	Part des importations
Chine	28,0	28,0
Union européenne	14,3	18,0
Amérique du Sud	12,2	10,2
États-Unis	12,0	15,5

Source : B. de Freitas Moura, « Exportações brasileiras para os EUA caíram pela metade desde 2001 », Agência Brasil, 14 de julho de 2025, <https://bit.ly/4nBT6im>.

ApexBrasil, les principaux partenaires européens, notamment les Pays-Bas, l'Espagne et l'Allemagne, ont absorbé des volumes substantiels d'exportations brésiliennes, majoritairement composées de matières premières agricoles et minérales – pétrole brut, soja, minerai de fer, café et viandes. En retour, le Brésil importe en provenance de ces pays des biens à haute valeur ajoutée : machines allemandes, produits pharmaceutiques français et britanniques, technologies diverses. Cette relation commerciale classique, où le Brésil fournit des matières premières et achète des produits manufacturés et de la technologie génère d'importants déficits avec certains pays, notamment l'Allemagne²⁰.

Les droits de douane américains, un levier pour favoriser les investissements technologiques au Brésil

Pour autant, cette politique commerciale ne se limite pas à une logique de sanction : elle apparaît également comme un levier stratégique favorisant les investissements

technologiques américains au Brésil. La hausse des droits de douane américains sur les exportations brésiliennes s'inscrit aussi dans une stratégie commerciale et politique complexe où les intérêts des grandes entreprises technologiques américaines jouent un rôle central. Alors que cette hausse affecte durement les exportations brésiliennes dans des secteurs traditionnels comme l'agriculture, le gouvernement brésilien, sous pression, a lancé un programme d'incitations fiscales appelé « Redata » (Regime Especial de Tributação para Serviços de Data Center no Brasil) pour attirer les investissements massifs des géants américains de la tech dans la construction de centres de données sur le sol brésilien. Ce programme prévoit des exonérations fiscales importantes pour les projets respectant certains critères de durabilité, comme l'utilisation d'énergies 100 % renouvelables, en tirant parti du surplus énergétique du Brésil. Cela permet aux entreprises américaines de réduire significativement leurs coûts d'investissement, tout en renforçant leur présence stratégique dans la région. En effet, les restrictions à l'investissement dans

20. « Perfil de comércio e investimentos União Europeia », ApexBrasil, março 2025, <https://bit.ly/4hCBAsF>.

certaines États américains, notamment pour des raisons environnementales comme la limitation de la consommation énergétique, rendent le Brésil particulièrement attractif pour les géants de la tech souhaitant étendre leur infrastructure numérique avec un bilan énergétique plus favorable.

Ce repositionnement stratégique du Brésil s'inscrit dans la dynamique de course aux infrastructures stratégiques, telle que décrite par Webb (2020). L'adoption du dispositif « Redata » structure en effet un écosystème numérique compétitif destiné à attirer les investissements des « Big Nine ». Son efficacité est déjà tangible, comme en témoignent les déploiements locaux d'acteurs majeurs tels que Amazon et Microsoft. Cette dynamique, reflet d'une

convoitise croissante des États-Unis pour l'exploitation des réserves brésiliennes de terres rares – des minéraux stratégiques utilisés dans la haute technologie et la transition énergétique (encadré 1) –, comporte le risque de reconfigurer la dépendance économique du Brésil autour des ressources stratégiques et des infrastructures numériques, toujours dominées par des capitaux étrangers.

L'influence ambivalente de la guerre commerciale sur la transition écologique

La guerre commerciale exerce une influence complexe sur la transition écologique au Brésil. Son impact oscille constamment entre une pression accrue sur les

Encadré 1 - L'enjeu géopolitique des terres rares brésiliennes

En juillet 2025, le gouvernement des États-Unis a officiellement manifesté auprès du gouvernement brésilien son intérêt pour l'accès aux minéraux stratégiques du pays, désignés sous le terme de « terres rares ». Ce geste diplomatique met en lumière l'importance croissante, tant sur le plan géopolitique qu'économique, des ressources naturelles brésiliennes.

L'intérêt américain pour les terres rares du Brésil s'inscrit dans la compétition engagée avec la Chine pour le *leadership* scientifique et technologique mondial. Les terres rares, bien qu'abondantes dans la croûte terrestre, se présentent en association avec certains minéraux et sont considérées comme rares en raison de la complexité de leur extraction et de leur traitement industriel.

Selon une étude publiée dans l'édition 2025 des US Mineral Commodity Summaries, élaborée par l'US Geological Survey (USGS), qui dépend du ministère de l'Intérieur américain, le Brésil occupe la deuxième place mondiale en matière de terres rares. Le pays détient 23 % des réserves mondiales, juste derrière la Chine, qui en possède 49 %. Cette position stratégique renforce le poids du Brésil dans les discussions internationales relatives aux chaînes d'approvisionnement et à l'innovation technologique¹.

1. « As várias faces da questão: terras raras e a corrida pelo domínio científico-tecnológico », CNPq, 27 de agosto de 2025, <https://bit.ly/4nw2008>.

écosystèmes fragiles et la création d'opportunités inédites pour le secteur des énergies renouvelables, reflétant les contradictions internes du modèle de développement brésilien.

D'un côté, elle peut exercer une pression destructrice en exacerbant le modèle économique extractiviste (encadré 2).

Les représsailles commerciales peuvent inciter le pays à compenser les pertes de revenus en intensifiant l'exploitation de ses ressources naturelles. Ainsi, selon une analyse de l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), une baisse de 10 % des exportations manufacturières vers un partenaire commercial majeur est corrélée à une augmentation de la conversion de terres naturelles pour l'industrie agroalimentaire dans les régions frontalières pouvant atteindre jusqu'à 3 %. Cette dynamique est souvent renforcée par des alliances politiques internes qui, sous couvert de souveraineté économique, affaiblissent la régulation environnementale.

Cependant, ce même contexte peut paradoxalement servir de catalyseur pour la transition énergétique. Les tensions internationales, en perturbant les chaînes mondiales d'approvisionnement, peuvent inciter le Brésil à renforcer son autonomie stratégique. Le pays possède déjà une matrice électrique parmi les plus renouvelables au monde, avec 84,8 % de sa capacité de production d'électricité provenant de sources renouvelables en 2023 (Empresa de Pesquisa Energética, 2024), et vise à étendre son *leadership* dans l'hydrogène vert et les biocarburants. La nécessité de diversifier ses partenaires économiques et de trouver de nouveaux débouchés à l'exportation peut pousser le pays à se positionner comme un *leader* de l'économie verte, en développant et en exportant des technologies propres, de l'énergie verte ou des matières premières certifiées « durables » pour répondre aux exigences des marchés internationaux, notamment européen, de plus en plus protecteurs sur le plan environnemental.

Encadré 2 - Le modèle économique extractiviste du Brésil

Le modèle économique brésilien est structurellement dépendant de l'extractivisme, reposant sur l'exportation de *commodities* agricoles comme le soja (plus de 50 milliards de dollars, soit 43 milliards d'euros, en 2023), et minérales comme le minerai de fer. Bien que ce secteur génère des revenus d'exportation substantiels, il rend l'économie vulnérable aux fluctuations des prix internationaux et est associé à des impacts environnementaux majeurs, tels que la déforestation. Les données gouvernementales, notamment de la Companhia Nacional de Abastecimento (2025), confirment que les produits de base constituent environ les deux tiers des exportations du pays, illustrant la persistance de ce modèle malgré les problèmes qu'il pose.

Un dilemme de développement et de préservation environnementale

En définitive, la guerre commerciale met en lumière les arbitrages sociétaux auxquels le pays est confronté : soit persister dans un modèle néocolonial d'extraction, voire une forme de « nouvel extractivisme vert » (Slipak, Svampa, 2025), soit saisir l'opportunité d'une diversification économique centrée sur une bioéconomie innovante et à forte valeur ajoutée.

Le Brésil incarne de manière paradigmatique le dilemme du XXI^e siècle : concilier le développement économique d'une nation émergente avec la préservation d'un capital environnemental unique. Cette tension se manifeste à une échelle continentale. D'un côté, le pays abrite des biomes essentiels pour la régulation du climat et la biodiversité mondiale. De l'autre, il reste une économie en développement, marquée par d'importantes inégalités sociales et une dépendance cruciale au secteur primaire (agriculture et industrie agroalimentaire, extraction minière), moteurs du PIB et des exportations.

L'impact du secteur primaire et les menaces environnementales

L'expansion du secteur agricole et pastoral constitue historiquement le principal moteur économique, reposant sur la reconversion d'écosystèmes naturels tels que les forêts et savanes en terres de monoculture ou de pâturage. Selon l'Institut national de recherches spatiales (INPE), le biome du Cerrado a perdu 8 785 km² de sa couverture végétale originelle entre août 2023 et juillet 2024. Par ailleurs, les politiques de développement récentes concernant l'Amazonie ont entraîné une déforestation de 13 000 km² en Amazonie brésilienne

en 2021, tandis que des alertes de déforestation ont été émises pour 4 245 km² entre août 2023 et juillet 2024. L'interaction entre les modifications climatiques et l'utilisation des terres entraîne des émissions importantes de gaz à effet de serre (GES), affecte les précipitations annuelles, renforce la saisonnalité pluviométrique et prolonge la durée de la saison sèche (Flores *et al.*, 2024).

Parallèlement, les secteurs minier et énergétique génèrent d'importants coûts socio-environnementaux, notamment les déplacements de populations autochtones à cause de la contamination des cours d'eau. Enfin, les projets d'infrastructure, bien que vitaux pour désenclaver les régions de production, agissent souvent comme des catalyseurs, ouvrant de nouveaux fronts de déforestation et de spéculation foncière.

La gouvernance environnementale et ses défis

La gouvernance environnementale au Brésil, bien que dotée d'une législation avancée, connaît une application variable selon les politiques du gouvernement fédéral, rendant la gestion à long terme instable. Le conflit foncier oppose l'industrie agroalimentaire, les peuples autochtones, les communautés traditionnelles et le Mouvement des sans-terre (voir *infra*). Ce contexte interne est amplifié par les enjeux internationaux, notamment les pressions liées aux accords climatiques et aux nouvelles barrières commerciales comme le règlement de l'UE sur la déforestation (EUDR).

Face à ce paradoxe, des solutions émergent, bien que marquées par une contradiction profonde : l'« économie verte », souvent présentée comme une synthèse possible, repose sur une marchandisation accrue de la nature qui suscite de vives critiques (Klein,

2015 ; Moore, 2016 ; Büscher, Fletcher, 2020 ; Tordjman, 2021 ; Dardot, Laval, 2016). Que ce soit par le reboisement à travers la bioéconomie, le développement d'un écotourisme élitiste ou la commercialisation de matières premières certifiées, cette approche risque d'accentuer la marchandisation du vivant sans s'attaquer aux racines de la crise écologique. Dans ce contexte, toute avancée pérenne exige le renforcement des institutions environnementales, afin qu'elles soient capables de résister autant aux cycles politiques qu'aux pressions du marché. Enfin, aucune solution ne sera légitime ou viable sans une justice environnementale et sociale qui inclut les populations locales et leur accorde un rôle central dans la gouvernance des territoires.

Les syndicats face au dilemme de la transition juste

Le Brésil se trouve confronté à un dilemme socioéconomique complexe qui place les syndicats au cœur d'un conflit apparent : concilier la création d'emplois et l'impératif de la transition écologique. Dans le cadre de la guerre commerciale initiée par l'administration Trump, dénoncée par le président de la Centrale unique des travailleurs (CUT) lors de manifestations le 7 septembre 2025 comme une attaque contre le Brésil, l'imposition de droits de douane à 50 % menace la compétitivité d'environ 10 000 entreprises exportatrices brésiliennes : en effet, d'après les résultats préliminaires d'une consultation menée par la CNI en 2025²¹, un tiers des entreprises interrogées qui exportent des biens et/ou

des services vers les États-Unis ont vu leur activité négativement impactée.

Des syndicats tournés vers la défense de l'emploi

Traditionnellement, les syndicats brésiliens²² ont centré leur mission sur la défense de l'emploi, des salaires et des conditions de travail, se ralliant souvent à des modèles de développement extractivistes. Ainsi, la puissante confédération Força Sindical a souvent soutenu des projets d'infrastructure ou d'extraction minière créateurs de nombreux emplois, même lorsque ceux-ci comportaient des risques environnementaux élevés, reflétant la pression à répondre aux besoins économiques immédiats d'une population souvent précaire. Bien que très polluant, le secteur des combustibles fossiles – l'industrie du pétrole et du gaz –, contribue en effet à 17 % du PIB et continuera de jouer un rôle important dans la croissance économique, soutenu par des investissements prévus de 173 milliards de dollars (149 milliards d'euros) destinés à l'exploration et à la production entre 2024 et 2033. L'Instituto Brasileiro de Petróleo e Gás (2025) estime que la production pétrolière du pays atteindra environ 4,5 millions de barils par jour en 2031 ; cela devrait créer en moyenne plus de 344 000 emplois chaque année entre 2024 et 2033.

Historiquement, des syndicats puissants, comme le Sindicato dos Metalúrgicos do ABC, dont Lula a été président ou la Fédération unifiée des travailleurs du pétrole (FUP) ont bâti leur force en

21. L'enquête a été réalisée entre juin et début juillet, dans le cadre du tarif de base de 10 % et d'autres mesures commerciales sectorielles.

22. Les données du ministère du Travail (juin 2025) indiquent l'existence de 17 296 syndicats, dont 11 995 syndicats de travailleurs (salariés) et 5 301 syndicats d'employeurs, en plus des 57 confédérations, 650 fédérations et 13 centrales syndicales.

négociant pour les travailleurs de ces industries. Leur action s'est traditionnellement concentrée sur la défense de l'emploi, les amenant parfois à s'allier aux employeurs pour s'opposer à des régulations environnementales perçues comme des menaces. Par exemple, lors des débats sur la politique nationale des biocarburants, certains syndicats de l'automobile ont initialement résisté par crainte d'un impact sur le moteur à combustion, pilier de leur industrie.

Par ailleurs, les syndicats brésiliens, pris en étau entre la défense des emplois industriels déclinants dans le Sud-Est et la pression pour une transition verte, sont dans une impasse politique. Les syndicats historiques du Sud-Est, comme ceux de la métallurgie²³, font pression pour un protectionnisme et des subventions aux industries nationales, qu'elles soient « vertes » ou non. Dans le même temps, une nouvelle génération de *leaders* et les mouvements sociaux récents²⁴ exigent une reconversion économique radicale et la création d'« emplois verts », sans toutefois proposer de plan crédible pour absorber et/ou reconvertir à court terme la main-d'œuvre des secteurs menacés.

Vers un soutien syndical à la transition juste ?

Face à l'urgence climatique et aux transformations structurelles de l'économie mondiale, une frange croissante du mouvement syndical opère en effet une mue stratégique. Elle se détourne de la résistance pure, qu'elle estime être une impasse,

et adopte le concept de « transition juste » promu par l'Organisation internationale du travail (OIT).

La transition écologique, avec son corollaire de fermeture progressive des industries polluantes, de restrictions sur la déforestation et d'adoption de normes environnementales strictes, est perçue par une partie du mouvement ouvrier comme une menace pour l'emploi, notamment dans les secteurs de la sidérurgie, de la pétrochimie ou de l'agro-industrie. La CUT, et en particulier son Département national de l'environnement, ont institutionnalisé cette approche. Ses revendications incluent des plans de requalification massifs pour que la transition écologique crée plus d'emplois qu'elle n'en supprime et la garantie d'une protection sociale. Ils citent le potentiel des énergies renouvelables : à lui seul, le secteur de l'énergie éolienne a déjà généré plus de 200 000 emplois directs et indirects au Brésil selon l'Association brésilienne de l'énergie éolienne, un chiffre en augmentation constante.

De l'autre, la confédération nationale des travailleurs de l'agriculture (CONTAG), se bat pour que les emplois dans la bioéconomie – exploitation durable de la forêt pour les produits non-bois (açaï, noix du Brésil, produits pharmaceutiques) – deviennent des emplois formels, bien rémunérés et protégés par les conventions collectives. Elle estime que des milliers d'emplois peuvent être créés en valorisant le reboisement comme alternative à l'industrie agroalimentaire extractive.

23. Sindicato dos Metalúrgicos do ABC (São Paulo) ; Sindicato dos Metalúrgicos de Volta Redonda (Rio de Janeiro) ; Confederação Nacional dos Trabalhadores Metalúrgicos (CNTM).

24. L'aile « écologiste » de la CUT, le Mouvement des sans-terre (MST), la Fédération nationale des travailleurs des services publics (FNTSP).

Lors de la Conférence sur le Climat de Glasgow (COP26), la délégation de la CUT était présente pour défendre ce modèle. Au niveau local, des syndicats innovants émergent. Le Sindicato dos Trabalhadores nas Indústrias da Purificação e Distribuição de Água e em Serviços de Esgotos, qui représente les travailleurs du traitement de l'eau, milite activement pour la préservation des bassins hydriques et des écosystèmes, faisant le lien direct entre la qualité de l'environnement et la pérennité de leurs emplois. Leur action démontre que la défense de l'environnement est devenue une condition *sine qua non* de la défense du travail à long terme.

Une vision plus stratégique et prospective révèle en effet que la transition écologique n'est pas nécessairement contradictoire avec la création d'emplois de qualité, et représente une formidable opportunité de reconversion et de développement. Le Brésil dispose d'un potentiel immense dans les énergies renouvelables – éolien, solaire, biocarburants – dont l'installation et la maintenance sont des activités intensives en main-d'œuvre. Pourtant, la transition énergétique au Brésil, bien qu'essentielle, n'est pas sans impact social. Les projets d'énergie renouvelable, tels que les usines éoliennes et solaires, ainsi que l'extraction de minerais nécessaires à ces technologies, menacent l'intégrité socio-environnementale et aggravent les conflits territoriaux puisque la manière dont la transition se réalise affecte négativement 34 % des territoires protégés. Une étude menée par des chercheurs de l'Université fédérale de Juiz de Fora et de l'Université de l'État de São Paulo (Milanez *et al.*, 2025) met en lumière les impacts négatifs de cette transition sur des populations indigènes, quilombolas et des zones de réforme agraire, tels que le déboisement,

la réduction de la biodiversité et des nuisances sonores, tout en soulignant l'absence de planification intégrée et de justice sociale dans ces initiatives.

La bioéconomie, incluant l'exploitation durable de la « forêt debout » pour les produits pharmaceutiques, cosmétiques et alimentaires, peut générer une multitude d'emplois verts locaux et durables. Le défi pour les syndicats est donc de dépasser la défense d'un *statu quo* destructeur pour embrasser un rôle proactif dans la planification d'une « transition juste ». Cela implique de négocier fermement des programmes massifs de requalification professionnelle, la garantie d'une protection sociale pendant les reconversions et l'insertion des travailleurs dans les nouvelles chaînes vertes d'approvisionnement.

La sortie de cette impasse nécessite un nouveau pacte social pour garantir que les travailleurs soient les principaux bénéficiaires de la construction d'une économie décarbonée et résiliente. L'alternative, ignorer la contrainte écologique, condamnerait à terme l'ensemble de l'appareil productif et les emplois qu'il soutient, faisant des travailleurs les premières victimes d'une crise climatique dont ils ne sont pas responsables.

Enfin, la tension entre emplois et écologie est réelle, mais les données montrent que l'immobilisme est le risque le plus élevé. Les syndicats brésiliens les plus visionnaires sont ainsi passés d'une posture défensive à une stratégie offensive, revendiquant un rôle central dans la planification d'un avenir vert et socialement juste. L'enjeu pour eux est désormais de massifier ces actions et de convaincre l'ensemble des travailleurs que l'emploi de demain dépend des choix écologiques faits aujourd'hui.

Un projet syndical en butte aux paradoxes nationaux

La transition écologique représente un défi universel, mais ses contours et ses acteurs varient considérablement selon les contextes nationaux. Au Brésil, puissance agricole et détentrice d'un immense capital naturel avec la forêt amazonienne, cette transition revêt une dimension particulière et dramatique. Elle soulève aussi une question cruciale : les syndicats peuvent-ils en être les porteurs légitimes et efficaces ? La réponse est nuancée. Si le mouvement syndical brésilien, héritier de luttes sociales intenses, s'empare progressivement de l'urgence environnementale, son projet se heurte à des paradoxes structurels, à la fragmentation des intérêts de classe et à un contexte politique souvent hostile. L'émergence d'une « transition juste » à la brésilienne apparaît moins comme une réalité consolidée que comme un chantier nécessaire mais conflictuel.

Le Brésil incarne un paradoxe en matière d'écologie. D'un côté, son modèle de développement reste fortement ancré dans l'extractivisme et l'exportation de produits agroalimentaires, par des secteurs grands émetteurs de GES et responsables d'une déforestation massive²⁵, qui représentent, selon les données de l'Observatoire du Climat brésilien, la source principale des émissions du pays. De l'autre, le Brésil dispose d'un potentiel exceptionnel pour opérer une transition énergétique propre, avec une production électrique déjà largement renouvelable grâce à l'hydroélectricité et

un potentiel immense pour l'énergie solaire et éolienne. Cette dualité se reflète dans la société et, par extension, au sein des organisations syndicales. Les syndicats sont en effet tiraillés entre la défense immédiate des emplois dans des secteurs polluants mais puissants (agro-industrie, mines) et la vision à long terme d'un développement durable.

Historiquement, le mouvement syndical brésilien, structuré autour de centrales puissantes comme la CUT, a soutenu en priorité les luttes classiques pour les salaires, les droits du travail et la démocratie, dans un contexte d'inégalités sociales très fortes. L'écologie était souvent perçue comme un luxe ou une préoccupation secondaire. Cependant, ce paysage a évolué sous la pression de deux dynamiques. Premièrement, les impacts du dérèglement climatique et de la dégradation environnementale deviennent tangibles sur les conditions de vie et de travail, même pour les travailleurs urbains (crises de l'eau, phénomènes météorologiques extrêmes). Deuxièmement, l'influence internationale, *via* la Confédération syndicale internationale (CSI) et le concept de « transition juste » promu par l'OIT, a incité les centrales syndicales à intégrer la dimension environnementale dans leur agenda.

On observe ainsi une appropriation progressive du thème par certaines franges du syndicalisme. La CUT, par exemple, a créé des secrétariats dédiés à l'environnement et développe un discours qui tente de lier justice sociale et environnementale.

25. D'août 2024 à juillet 2025, la déforestation de l'Amazonie a toutefois ralenti : les zones en alerte de déforestation représentent 4 495 km², soit le deuxième niveau le plus bas de la série historique du système Deter de l'Institut national de recherches spatiales. « Terra Brasilis. Mapa de avisos », Instituto Nacional de Pesquisas Espaciais - INPE, 2025, <https://terrabrasilis.dpi.inpe.br/app/map/alerts?hl=pt-br> ; « Em 12 meses, desmatamento na Amazônia registra segunda menor taxa da série histórica e menor índice de corte raso da floresta », Ministério do Meio Ambiente, 7 de agosto de 2025, <https://bit.ly/47Rce79>.

Son projet ne se limite pas à la création d'« emplois verts » mais envisage une transformation structurelle. Il s'agit de promouvoir une réforme agraire écologique, une industrialisation verte et un modèle énergétique décentralisé et propre. Des syndicats de travailleurs ruraux, comme le Mouvement des sans-terre, sont pionniers en la matière en pratiquant une agriculture agroécologique, démontrant qu'un autre modèle est possible. Dans le secteur public, des syndicats se mobilisent pour la défense des services écosystémiques et contre la privatisation des ressources naturelles.

La présence croissante des femmes au sein des syndicats brésiliens est devenue un moteur fondamental pour l'intégration des enjeux environnementaux dans le débat public, articulant les combats traditionnels pour les droits des travailleurs avec les revendications de justice socio-environnementale. La présence accrue des femmes dans des syndicats tels que la CUT et la CONTAG favorise le débat sur les usages des ressources naturelles et souligne leur forte vulnérabilité à la crise climatique, surtout en zones rurales et urbaines défavorisées. Leur engagement relie écologie, qualité de vie, santé publique et égalité de genre, encourageant un syndicalisme plus interprofessionnel.

Cependant, ce projet syndical se heurte à des obstacles importants. Le premier est la divergence profonde des intérêts au sein de la classe laborieuse. Le syndicalisme est fragmenté : les ouvriers de l'industrie automobile, les employés du commerce de produits agricoles et agroalimentaires et les travailleurs informels des grandes villes n'ont pas la même perception de la transition. Les organisations patronales qui représentent les intérêts de l'agro-industrie, comme la

Confederação da Agricultura e Pecuária do Brasil (CNA), s'opposent farouchement à toute régulation environnementale, qu'ils perçoivent comme une menace. Cette fragmentation affaiblit la capacité du mouvement syndical à porter un projet unifié et cohérent.

Le deuxième obstacle tient au contexte politique et économique. Les cycles successifs de politiques néolibérales et de désindustrialisation ont fragilisé le mouvement syndical. La pression pour créer des emplois, dans un marché du travail précaire, rend complexe l'opposition frontale à des projets extractivistes générateurs d'emplois à court terme. Comme le souligne Abramovay (2012), l'approche marchande des énergies renouvelables et de la biodiversité freine la transition. De plus, la forte influence du *lobby* agroalimentaire au Congrès national crée un environnement législatif souvent hostile aux avancées socio-environnementales.

Conclusion

Le Brésil se trouve ainsi tiraillé entre deux possibilités économiques (de Souza Pires, dos Santos, 2013 ; de Assis, da Silva, 2020). D'un côté, le pays bénéficie pleinement de la réorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales grâce à son avantage compétitif naturel, disposant de 12 % des terres arables de la planète (IBGE, 2023) et d'une position géostratégique privilégiée sur l'Atlantique Sud. De l'autre, cette opportunité renforce une tendance inquiétante : l'accélération de la « reprimarisation » de son économie, comme en témoigne la part croissante des produits de base dans ses exportations. Cette dépendance retrouvée aux matières premières, si elle est rentable à court terme, perpétue

un modèle de développement vulnérable et expose le pays aux risques écologiques globaux.

L'instauration des droits de douane crée des opportunités immédiates mais structure des vulnérabilités à long terme, érodant la souveraineté économique brésilienne au profit d'une insertion subordonnée dans la rivalité sino-américaine. C'est particulièrement manifeste dans le cas du numérique. Des chercheurs et experts juridiques soulignent que le recours aux droits de douane s'inscrit dans une logique de pouvoir autoritaire et de *lobbying* intense de la part des géants américains de la tech, transformant en quelque sorte la politique commerciale en un levier de négociation pour la réglementation numérique et commerciale.

En définitive, le paradoxe brésilien est profond et structurel, il ne peut se résoudre par des solutions simplistes. L'avenir du pays réside dans sa capacité à inventer un nouveau modèle de développement qui transcende le faux dilemme « développer ou préserver ». Il s'agit de construire une économie où la valeur du capital naturel préservé devient le véritable moteur d'une croissance inclusive et durable. La manière dont le Brésil relèvera ce défi aura une résonance bien au-delà de ses frontières, engageant l'équilibre même de la planète.

Les syndicats de ces secteurs, craignant des licenciements massifs et la désindustrialisation, peuvent ainsi former une alliance objective avec le *lobby* patronal pour

s'opposer aux régulations vertes, créant un front conservateur qui freine les politiques environnementales. Ce court-termisme économique est compréhensible mais dangereux, car il ignore la vulnérabilité à long terme de ces emplois face à l'épuisement des ressources et aux barrières commerciales vertes imposées par les grands marchés importateurs.

Enfin, la transition écologique au Brésil est un projet que les syndicats tentent de porter, mais il reste un projet en conquête, incomplet et conflictuel. Il ne s'agit pas d'une alternative déjà constituée, mais d'un chantier stratégique où s'affrontent différentes visions du développement. La capacité des syndicats brésiliens à incarner cette transition dépendra de leur aptitude à surmonter leurs divisions internes, à construire des alliances larges avec les mouvements environnementaux et les communautés traditionnelles et à imposer un nouveau récit de développement national. Ce récit doit concilier réduction des inégalités, création d'emplois décents et valorisation de l'immense patrimoine écologique brésilien, non comme un obstacle, mais comme le fondement même d'une prospérité future et partagée. La tâche est herculéenne, mais l'urgence climatique et sociale ne laisse pas d'autre choix.

Achevé de rédiger le 20 novembre 2025.

Sources

- Abramovay R. (2012), *Muito além da economia verde*, São Paulo, Editora Abril.
- Apostol D. (2021), *L'illusion verte : la marchandisation de la nature à l'ère de l'Anthropocène*, Paris, Éditions du Seuil.
- Büscher B., Fletcher R. (2020), *The Conservation Revolution: Radical Ideas for Saving Nature beyond the Anthropocene*, London/New York, Verso.
- Companhia Nacional de Abastecimento (2025), *Conjunturas das safras e de exportação*, Brasília, <https://bit.ly/49WG2kc>.
- Dardot P., Laval C. (2016), *Ce cauchemar qui n'en finit pas: comment le néolibéralisme défait la démocratie*, Paris, La Découverte.
- de Assis R. J. S. da Silva O. F. A. (2020), « A reprimarização no Brasil sob a ascensão da geopolítica chinesa no comercio exterior (2008-2018) », *Brazilian Journal of Development*, v. 6, p. 12121-12139, <https://doi.org/10.34117/bjdv6n3-176>.
- de Souza Pires M. J., dos Santos G. R. (2013). « Modelo agroexportador, política macroeconômica e a supremacia do mercado: uma visão do modelo brasileiro de exportação de commodities », *IPEA*, <https://bit.ly/47EibEE>.
- Empresa de Pesquisa Energética (2024), *Atlas de Eficiência Energética Brasil 2024*, <https://bit.ly/47DU7Aw>.
- Flores B.M., Montoya E., Sakschewski B. *et al.* (2024), « Critical Transitions in the Amazon Forest System », *Nature*, n° 626(7999), p. 555-564, <https://doi:10.1038/s41586-023-06970-0>.
- Instituto Brasileiro de Petróleo e Gás (2025), *Panorama geral do setor de petróleo e gás: uma agenda para o futuro*, <https://bit.ly/48hLeOl>.
- Klein N. (2015), *Tout peut changer : capitalisme et changement climatique*, Arles, Actes Sud.
- Milanez B., Teixeira Gomes Vieira C., Siqueira-Gay J. (2025), « Cada qual no seu lugar: a interferência de projetos energéticos sobre os Territórios de Interesse Socioambiental », *PoEMAS*, agosto, <https://bit.ly/4oKujth>.
- Moore J.W. (ed.) (2016), *Anthropocene or Capitalocene? Nature, History, and the Crisis of Capitalism*, Oakland, PM Press.
- Rutherford M.C. (1997), « Categorization of biomes », in Cowling R.M., Richardson D.M., Pierce S.M. (eds.), *Vegetation of Southern Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 91-98.
- Slipak A., Svampa M. (2025), « La Chine et son rôle hégémonique en Amérique latine et en Argentine », *CADTM*, <https://bit.ly/4qzEpPq>.

- Tordjman H. (2021), *La croissance verte contre la nature : critique de l'écologie marchande*, Paris, La Découverte.
- Webb A. (2020), *The Big Nine: How the Tech Titans and Their Thinking Machines Could Warp Humanity*, New York, PublicAffairs.
- WTO (2024), *World Trade Report 2024 - Trade and Inclusiveness: How to Make Trade Work for All*.